

Face à cette tendance remarquable, le Canada devra s'appliquer à harmoniser sa politique de manière à devenir partie active et intégrante de cette nouvelle "ère du Pacifique". Nous voulons contribuer à son développement et partager ses retombées positives.

En juillet dernier, lors d'une allocution que je prononçais à Hong Kong devant des hommes d'affaires du Canada et de Hong Kong, j'ai mis en relief certaines des conditions auxquelles il nous faudra satisfaire pour relever ce défi. Il nous faut notamment chercher à sensibiliser davantage la population canadienne au nouveau potentiel que recèle la région du Pacifique et à établir un équilibre entre nos préoccupations en tant que nation de l'Atlantique, et une compréhension plus profonde de notre personnalité en tant que pays du Pacifique. Nous devons, dans un deuxième temps, formuler les politiques et appliquer les programmes — tant au niveau du secteur public que privé — qui mettent cette personnalité en relief.

Sur le plan politique global, par exemple, nous devrions tenter de définir des approches qui, en plus de satisfaire aux objectifs canadiens, respectent la diversité et l'unicité de nos voisins du Pacifique, s'harmonisent davantage avec leurs objectifs et leurs aspirations et contribuent à une conscientisation communautaire dans la région. Dans cette optique, j'ai été, le 1er juin dernier, le premier ministre des Affaires extérieures du Canada à assister à une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE en tant que partenaire du Dialogue. Avec le temps, cette nouvelle orientation canadienne se manifestera sous d'autres formes.

Échanges culturels

La stratégie doit également s'étendre à la promotion des contacts entre nos peuples par le biais d'échanges éducatifs et universitaires ainsi que par la dissémination de l'information culturelle. Ce sont sur de telles assises d'une meilleure compréhension entre les individus que les activités économiques peuvent le mieux prospérer.

Enfin, nous devons établir dans la région des relations économiques qui bénéficient non seulement au Canada, mais à tous les pays concernés — grâce à l'accroissement des échanges, des investissements, de l'aide au développement et d'une variété d'autres échanges et arrangements coopératifs. Une nation aussi tributaire du commerce extérieur que le Canada doit avoir une politique étrangère raffinée et sensée dans le domaine économique. Dans le cadre de ce processus, vous êtes sans doute au courant du programme de visites que mon collègue, le ministre d'État au commerce international, a effectué dans la région du Pacifique, en préparation de la Conférence qui se tiendra à Vancouver en novembre prochain sur les relations avec le Pacifique.

Aucun développement n'illustre mieux la tendance dans la région du Pacifique vers une plus grande affirmation et une plus grande confiance que la notion d'une communauté du Pacifique à la fois tangible et évolutive. On l'a coiffée de nombreux noms, dont Communauté "économique" du Pacifique, mais elle demeure au sens large un phénomène profondément politique, même si les activités économiques demeureront au centre de tout mandat éventuel.

Cette observation est ressortie nettement lors de la discussion tenue à l'Université nationale de l'Australie du 15 au 18 septembre dans le cadre d'un colloque sanctionné